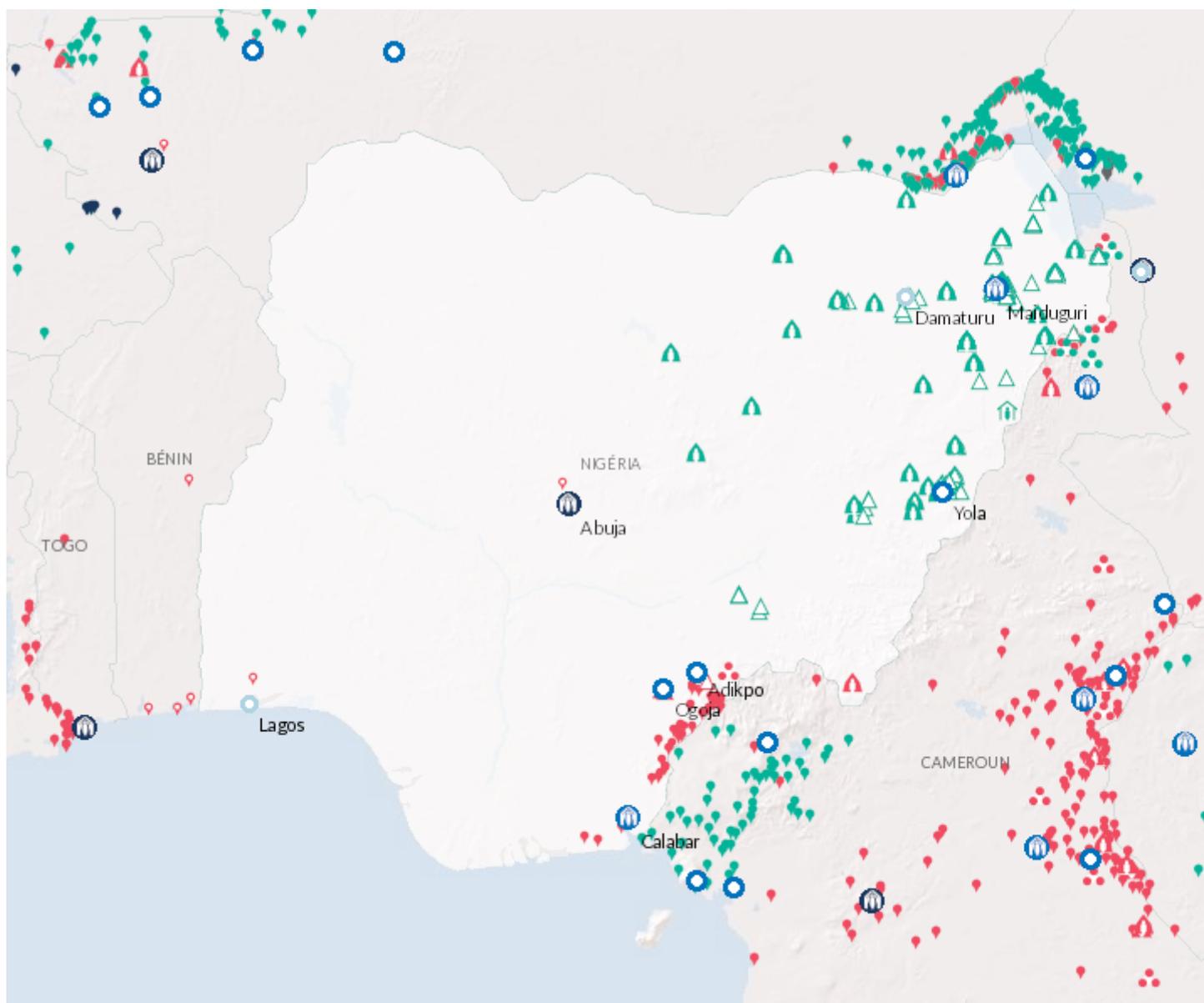


Opération: Nigeria



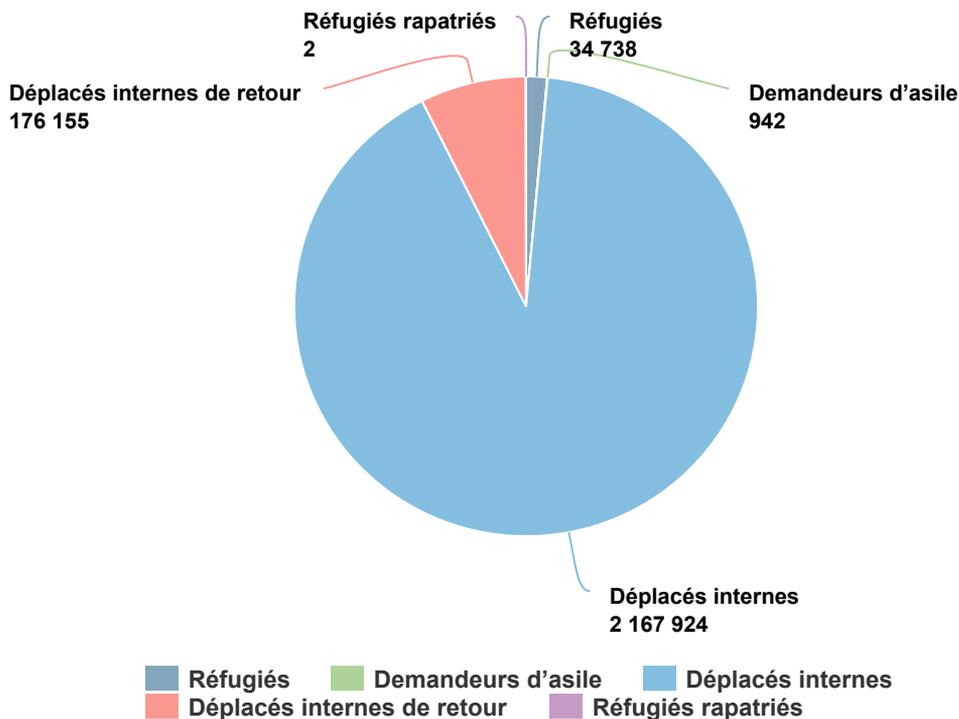
## Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 0% EN 2018

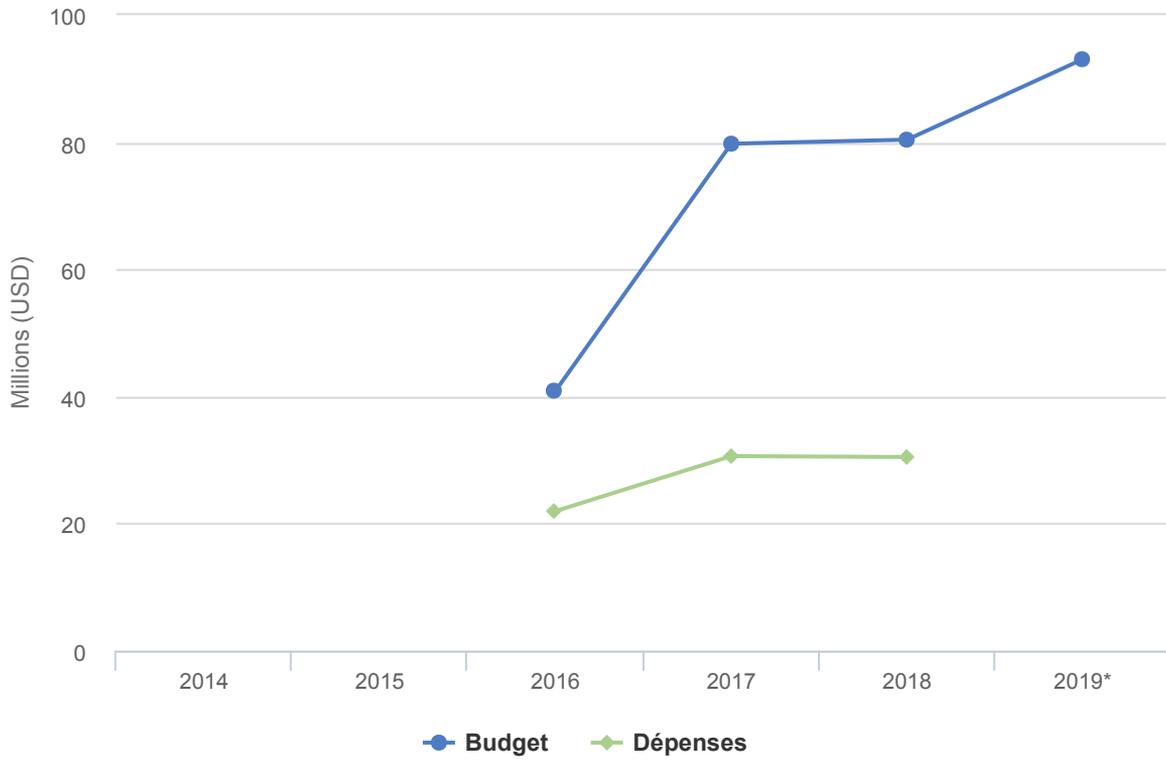
---

<b>2018</b>	2,379,761
<b>2017</b>	2,379,195
<b>2016</b>	2,911,012

---



# Budgets et Dépenses - Nigeria



## Contexte opérationnel

Le Nigéria continue de faire face à une situation humanitaire complexe, du fait de l'insurrection des combattants de Boko Haram et dont il est difficile de voir la fin. Même si les militaires nigériens ont obtenu d'importants succès, Boko Haram représente encore une grave menace pour la sécurité dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe, au nord-est du pays. Vers la fin de 2018, une recrudescence des attaques a été enregistrée et au moins quatre des six zones locales de gouvernance ont été reprises par les insurgés. Depuis le début du conflit en 2009, selon les observations, plus de 27 000 personnes auraient été tuées, alors que des ressources et des infrastructures civiles capitales ont été détruites. De plus, les conflits entre éleveurs et agriculteurs dans la ceinture centrale (États de Benue, Nasarawa et Taraba) se sont aussi multipliés en 2018.

L'environnement opérationnel est devenu plus périlleux en raison de la violence contre les travailleurs humanitaires. En 2018, six d'entre eux ont été tués alors qu'un autre était enlevé. L'insécurité qui règnait a forcé à suspendre les opérations d'assistance et à retirer les travailleurs humanitaires de certains sites clés, laissant près de 823 000 personnes sans accès aux services essentiels.

Près de 32 600 réfugiés camerounais sont arrivés au Nigéria en 2018. La plupart d'entre eux se sont installés dans des communautés hôtes des États de Cross River et Benue. Du fait des préoccupations de sécurité, le Gouvernement nigérien a encouragé l'établissement de sites d'installation loin des zones frontalières.

Le flux continu de rapatriés et la surpopulation des camps de déplacés internes dans les États du nord-est ont accru le risque d'épidémies de choléra, d'hépatite, de méningite et de rougeole. La liberté de circulation des civils est restée limitée et les personnes vivant dans les centres urbains n'ont pas pu accéder aux terres agricoles. Les travailleurs humanitaires ne sont pas non plus parvenus à se rendre dans les villages écartés au-delà d'un petit périmètre de sécurité défini par les autorités militaires.

## Tendances démographiques

Fin 2018, en raison de la crise prolongée, pas moins de 7,1 millions de personnes (dont 3,9 millions de femmes et de filles) avaient besoin d'une aide humanitaire dans le nord-est du Nigéria. La poursuite du conflit a déplacé de force 1,9 million de personnes dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe. En plus, près de 230 000 réfugiés nigériens ont fui au Cameroun, au Niger et au Tchad.

Depuis septembre 2017, le Nigéria reçoit un afflux de Camerounais anglophones touchés par la crise dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. Fin 2018, quelque 32 600 réfugiés camerounais étaient enregistrés au Nigéria, dont 2 790 étaient installés et enregistrés dans le site d'Anyake, dans l'État de Benue, et environ 7 240 dans le site d'Adagom dans l'État de Cross River. Le reste des réfugiés continuent de vivre dans les communautés hôtes.

Fin 2018, le pays abritait en milieu urbain près de 2 140 réfugiés et quelque 940 demandeurs d'asile, pour la plupart originaires de la République centrafricaine et de la République démocratique du Congo, avec 30 autres nationalités représentées. Les réfugiés dans des situations prolongées résident surtout à Abuja, Kano, Lagos, Ogun et Oyo.

## Chiffres clés :

- 167 700 déplacés internes et rapatriés ont reçu des documents d'état civil, notamment des certificats de naissance et des cartes nationales d'identité qui leur ont permis de se déplacer librement et ont réduit le risque d'apatridie

- 21 350 ménages de déplacés internes ont obtenu une aide matérielle ciblée fondée sur les besoins de protection
- 3 100 réfugiés camerounais se sont vu délivrer des cartes d'identité par la Commission nationale pour les réfugiés (NCFR) afin de réduire les risques d'arrestation et de détention tout en améliorant la liberté de mouvement
- 2 050 ménages de déplacés internes ont bénéficié d'un soutien en moyens de subsistance et d'un renforcement de leurs capacités pour lutter contre les mécanismes d'adaptation négatifs
- 1 840 déplacés internes ont bénéficié d'une orientation multisectorielle
- 910 abris permanents ont été construits pour les réfugiés camerounais

## Principales réalisations :

Le HCR a continué de centrer son action en priorité sur le renforcement des capacités de ses partenaires et de ses homologues gouvernementaux afin de consolider les mécanismes nationaux de réponse. Dans la mesure où les conditions de sécurité le permettaient, le HCR a également accordé la priorité à la protection à travers une présence et un suivi sur le terrain qu'il a mis en œuvre grâce à des groupes de coordination locale dans les zones de gouvernement local (LGA).

L'enregistrement des rapatriés nigériens a été instauré avec le soutien du HCR. Tout au long de l'année, 40 000 rapatriés depuis le Cameroun et le Niger ont été enregistrés ; 20 000 ménages ont fait l'objet de l'enregistrement biométrique des individus vulnérables ; 2 940 personnes ont été formées, notamment des officiers militaires/de sécurité, des agents de l'immigration, des fonctionnaires de l'administration nigérienne, des partenaires d'exécution et des chefs traditionnels. Les formations couvraient des domaines tels que la protection contre l'exploitation et les abus sexuels ; les droits de l'homme ; le règlement des différends sur le logement et la propriété foncière ; la programmation intégrée de la protection ; l'intégration de la protection ; la prévention et le traitement des violences sexuelles et de genre ; et une obligation de redevabilité envers la population touchée.

La communauté humanitaire a élaboré et adopté une stratégie de retour aux niveaux fédéral et des États. Des réunions transfrontalières entre les bureaux du HCR au Cameroun et au Nigéria ont aussi amélioré le partage d'informations, alors que des visites de reconnaissance et des séances d'information ont été organisées pour que les réfugiés se rendent compte de la situation dans leur localité d'origine.

Le HCR a distribué des aides en espèces pour couvrir les besoins en produits alimentaires, activités rémunératrices et logements, tout en améliorant l'autosuffisance et la résilience des réfugiés. Fin 2018, une mission stratégique conjointe de fonctionnaires du siège du HCR et du PAM a visité les zones accueillant des réfugiés camerounais. Il a été convenu que le PAM aiderait les réfugiés par la plateforme des aides en espèces du HCR. Le programme commun adopté doit être mis en œuvre en 2019. En novembre 2018, 7 580 réfugiés camerounais ont perçu des aides en espèces pour acheter des produits alimentaires ; 2 370 réfugiés et hôtes vulnérables ont obtenu des allocations logement ; et 1 160 réfugiés et hôtes vulnérables ont reçu des aides en espèces pour leur subsistance.

## Besoins non satisfaits

Compte tenu des ressources restreintes et de l'accessibilité limitée aux zones de gouvernement local, le HCR a donné la priorité aux populations les plus vulnérables pour la protection et l'assistance dans des LGA sélectionnées. Par conséquent, une proportion non négligeable de la population concernée n'a pu être desservie par des interventions capitales.

Le sous-financement a aussi empêché de répondre aux besoins alimentaires et médicaux de tous les réfugiés camerounais. Certains enfants réfugiés en âge de fréquenter l'école secondaire n'ont pu être scolarisés, ce qui a créé un risque accru d'exploitation, notamment d'abus sexuels, de mariage précoce et de grossesse. Les obstacles à la mise en œuvre de moyens de subsistance et à l'autosuffisance incluaient l'incapacité de distribuer des kits de démarrage aux réfugiés formés pour gérer leur entreprise avec succès.



# Dépenses 2018 - Nigeria | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
<b>Budget final</b>	<b>13,360,279</b>	<b>22,890,000</b>	<b>44,149,721</b>	<b>80,400,000</b>
	1,915,330	6,799,286	11,707,050	20,421,666
<b>Total des fonds disponibles</b>	<b>1,915,330</b>	<b>6,799,286</b>	<b>11,707,050</b>	<b>20,421,666</b>

<b>Dépenses par objectif</b>				
<b>Environnement de protection favorable</b>				
Cadre juridique et politique	541,585	0	225,340	766,925
Aide juridique et recours judiciaires	0	265,106	279,085	544,191
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	34,979	0	0	34,979
<b>Sous-total</b>	<b>576,563</b>	<b>265,106</b>	<b>504,425</b>	<b>1,346,095</b>
<b>Processus de protection et documents adéquats</b>				
Enregistrement et établissements des profils	5,548	319,922	372,559	698,029
Procédures de détermination du statut de réfugié	729,844	0	0	729,844
Documents individuels	0	0	325,814	325,814
Documents d'état civil	27,935	0	0	27,935
<b>Sous-total</b>	<b>763,328</b>	<b>319,922</b>	<b>698,373</b>	<b>1,781,622</b>
<b>Sécurité face à la violence et à l'exploitation</b>				
	136,492	777,833	1,289,856	2,204,181
Prévention et interventions liées aux VSS	148,493	431,575	975,279	1,555,348
Risques de détention arbitraires	13,422	0	0	13,422
Protection des enfants	0	0	211,022	211,022
<b>Sous-total</b>	<b>298,408</b>	<b>1,209,408</b>	<b>2,476,157</b>	<b>3,983,973</b>
<b>Besoins de base et services essentiels</b>				
Santé	896,094	0	0	896,094
Services de santé reproductive et de lutte contre le VIH	31,270	11	0	31,282
Nutrition	32,116	0	0	32,116
Sécurité alimentaire	728,753	0	0	728,753
Eau	209,550	0	0	209,550

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Hygiène et assainissement	109,980	0	0	109,980
Abris et infrastructures	2,182,415	1,145,967	1,510,583	4,838,965
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	1,063,569	837,571	791,652	2,692,792
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	354,265	0	0	354,265
Éducation	301,999	0	0	301,999
<b>Sous-total</b>	<b>5,910,012</b>	<b>1,983,549</b>	<b>2,302,235</b>	<b>10,195,797</b>
<b>Autonomisation et autogestion communautaires</b>				
Mobilisation communautaire	0	0	632,511	632,511
Coexistence avec les communautés locales	0	392,110	0	392,110
Autosuffisance et moyens d'existence	844,783	1,184,041	976,528	3,005,353
<b>Sous-total</b>	<b>844,783</b>	<b>1,576,151</b>	<b>1,609,039</b>	<b>4,029,974</b>
<b>Solutions durables</b>				
Stratégie pour la recherche de solutions globales	221,215	0	212,351	433,567
Retour volontaire	0	1,209,315	0	1,209,315
Réintégration	0	196,055	0	196,055
<b>Sous-total</b>	<b>221,215</b>	<b>1,405,370</b>	<b>212,351</b>	<b>1,838,937</b>
<b>Direction, coordination et partenariats</b>				
Coordination et partenariats	375,301	1,180	266,155	642,636
Gestion et coordination des camps	0	0	1,283,316	1,283,316
Relations avec les donateurs	0	0	648,970	648,970
<b>Sous-total</b>	<b>375,301</b>	<b>1,180</b>	<b>2,198,441</b>	<b>2,574,922</b>
<b>Appui à la logistique et aux opérations</b>				
Approvisionnement et logistique	131,999	246,218	0	378,216
Gestion des opérations, coordination et appui	2,179,958	628,194	1,531,947	4,340,100
<b>Sous-total</b>	<b>2,311,957</b>	<b>874,412</b>	<b>1,531,947</b>	<b>4,718,316</b>
<b>Dépenses totales en 2018</b>	<b>11,301,568</b>	<b>7,635,099</b>	<b>11,532,968</b>	<b>30,469,635</b>